



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE



Nucléaire : la fausse solution à la crise climatique

À écouter les défenseurs et lobbyistes du nucléaire, en plus d'admettre un risque « zéro », des fuites et des incidents de niveau « zéro », il faudrait maintenant croire que le nucléaire a un bilan carbone proche de zéro, équivalent à celui du solaire ou de l'éolien et qu'il constitue en cela un bon moyen de limiter le réchauffement climatique.

Ce n'est pas le cas en terme de CO₂, et encore moins en ce qui concerne le reste du bilan écologique et humain du nucléaire !

Extraction et transformations du combustible

L'extraction, la transformation en « *yellow cake* », le raffinage, les transformations chimiques puis l'enrichissement nécessitent de fortes dépenses énergétiques, et donc des émissions de CO₂ conséquentes.

Le transport de l'uranium et des déchets

Trains, bateaux : l'uranium parcourt, sous bonne garde, des milliers et des milliers de kilomètres, de son extraction au Canada, en Australie ou au Niger, aux centrales nucléaires en France, puis à son lieu de stockage en Sibérie ou ailleurs.

Le stockage

Contrairement à des centrales thermiques, le bilan carbone du nucléaire ne s'arrête pas au moment de l'utilisation du combustible : il faut ensuite transporter, traiter et « stocker » les déchets. Quelles dépenses d'énergie se révéleront nécessaires pour la surveillance et le stockage des déchets durant 100 000 ans ?

Le cycle de vie de la centrale

Le ciment et l'acier utilisés pour la construction

d'un réacteur émettent à eux seuls lors de leur production près d'un million de tonnes de CO₂.

Il faut aussi inclure la création des tunnels et autres excavations et surtout le démantèlement de la centrale qui constituera une très importante dépense d'énergie et d'argent, que déjà l'industrie nucléaire préfère reporter et ne pas estimer précisément.

Le traitement des déchets

Difficile de connaître le bilan carbone du traitement des déchets car, malgré les très nombreuses expérimentations, aucune ne semble constituer pour le moment une solution fiable. Ce qui est sûr, c'est que de la création de MOX à la vitrification ou au stockage high-tech à 500 mètres de profondeur, beaucoup d'énergie et d'émissions seront nécessaires.

100 000 ans de surveillance de déchets, qui menacent l'environnement et peuvent devenir des armes de destruction massive (bombes sales), risquent également de constituer d'importantes dépenses d'énergie et d'émissions de CO₂.

Et l'industrie nucléaire ne pollue pas seulement en émettant du CO₂.

En France, dans 25 départements, les 210 anciennes mines d'uranium ont laissé beaucoup de minerai jugé insuffisamment rentable compte tenu de sa concentration, et qui a été dispersé et intégré à des routes, des parkings... Nous attendons toujours les résultats des études promises par Areva.

Les zones d'extraction subissent de graves pollutions liées aux poussières radioactives : pro-

pagation dans les zones d'habitations, contamination des nappes phréatiques et des terres...

Les résidus radioactifs et chimiquement toxiques sont abandonnés lors des fermetures de mines.

Dans de nombreux lieux de stockage, comme en Allemagne ou en Russie, de nombreux écoulements sont constatés (depuis 20 ans en Allemagne).

Areva a montré, notamment au Gabon, ou au Niger, que l'environnement des mines, les mineurs et leurs familles comptaient moins que les profits. Si Areva prenait en charge la dépollution des mines à leur fermeture, nettoyait les vêtements de travail pleins de poussières radioactives plutôt que de laisser les poussières contaminer les familles, devait traiter les terres et nappes phréatiques contaminées, alors le bilan carbone ne s'éloignerait-il pas encore de celui des énergies renouvelables ?

Le nucléaire rejette donc bien plus de CO₂ que l'éolien, le solaire ou l'hydraulique tout en représentant des pollutions chimiques et radioactives incomparables et un risque potentiel accidentel ou terroriste constituant à lui seul un crime contre l'humanité et la planète.

Le traitement d'une part importante des déchets actuels (résidus des mines françaises ou étrangères) n'est même pas encore planifié ni pris en compte dans le bilan carbone du nucléaire, qu'il faudrait croire que cette industrialisation capitaliste a raisonnablement prévu l'évolution des déchets et du contexte géopolitique autant que géologique pour les 1 000 siècles à venir ?

L'ignorance n'est plus permise, et seuls les aveugles ou les corrompus peuvent encore nier l'évidence et la raison : le nucléaire (toutes générations confondues) est une illusion capitaliste et productiviste de plus, mais probablement, avec la guerre moderne, la pire de toutes.

Le commerce du nucléaire : un crime contre l'humanité et la planète

Au travers de ses participations dans des sociétés telles qu'EdF, Areva et GdF-Suez, et d'un cadre législatif très favorable, l'État français participe activement au développement de l'industrie nucléaire et soutient ses vendeurs de désastres.

L'EPR propose un « bouclier » pouvant résister à l'impact d'un avion commercial (peut-il résister à trois avions ?), mais ce bouclier étant trop coûteux pour certains clients, Areva a décidé de proposer des EPR « milieu de gamme » et le bouclier est devenu « optionnel » : une fois de plus, la priorité est la rentabilité financière !

Après les centrales nucléaires « milieu de gamme »... à quand les centrales « low cost » ?

Nous pouvons déjà constater que le prix compte autant que la sécurité pour de nombreux clients tels qu'Abu Dhabi. Alors pouvons-nous encore tolérer la promotion et le business du nucléaire ?

À l'heure où Areva vient d'ouvrir une mine d'uranium géante au Niger (la plus grande d'Afrique) dont le minerai sera revendu en partie à la Chine, il est urgent de se mobiliser et d'informer la population sur ce commerce criminel !

La transparence et l'information de tous sont une urgence environnementale et démocratique.

Les énergies renouvelables, les services publics de l'énergie et une réduction drastique des besoins énergétiques sont les seules vraies solutions à la crise climatique.

Pour toutes ces raisons, le Nouveau Parti Anticapitaliste et le Mouvement des Objecteurs de Croissance dénoncent l'imposture du nucléaire dans la lutte contre la crise climatique et environnementale, luttent pour une sortie immédiate du nucléaire et une vraie alternative anticapitaliste et antiproduktiviste à la crise climatique.

Pour prendre contact

MOC Midi-Pyrénées

www.oc-midi-pyrenees.info/nucleaire

contact@oc-midi-pyrenees.info

NPA 31 / www.npa31.org

9, rue Corneille, 31100 Toulouse

contact@npa31.org

05 61 76 12 13